

Déclaration Liminaire du CTL du 8/10/2018

Monsieur le président,

Solidaires Finances Publiques a décidé de s'associer à la journée de mobilisation interprofessionnelle et unitaire du 9 octobre. Nous voulons faire de cette journée un moment d'expression de la colère et du refus, mais aussi de revendications et d'alternatives. Colère vis-à-vis des pouvoirs publics et administratifs qui ont décidé de sacrifier la DGFIP sur l'autel de leur idéologie ultralibérale. Refus de voir nos missions bradées, dépecées, nos repères professionnels bouleversés, nos vies personnelles sacrifiées, nos conditions de travail détériorées.

Cette colère et ce refus sont partagés par bien des fonctionnaires qui vivent les mêmes attaques. L'intersyndicale Fonction Publique (Solidaires, CGT, FO, FSU, FA-FP) appelle également à la grève. Nous défilerons aux côtés des jeunes, des chômeurs et des précaires, des salariés du privé et des retraités pour clâmer ensemble que d'autres choix sont possibles !

Nulle table de la loi impose les suppressions d'emplois massives à la DGFIP, la baisse du pouvoir d'achat, la désagrégation d'un statut, garantie pour les agent.e.s et les administré.e.s, la liquidation des CHSCT, des abandons de pans entiers de nos missions, leur transfert à des organismes privés et la marchandisation de celles-ci.

Partager les richesses, pour plus de justice sociale et fiscale, la solution est là, sous nos yeux !

Le 9 octobre, faisons-la émerger par notre présence massive dans les manifestations. Portons aussi dans les cortèges nos revendications communes et celles qui nous sont propres :

- Le dégel de la valeur du point d'indice et des augmentations générales des salaires
- L'arrêt des réformes régressives engagées contre les intérêts des usager.e.s et des personnels
- La défense et le développement des missions publiques

- Le renforcement du statut général et des statuts particuliers
- Une vraie amélioration de nos conditions de travail
- Un vaste plan de qualification et de transformations d'emplois de C en B et de B en A
- Le retour à des règles de gestion claires et équitables
- Le maintien du code des pensions civiles et militaires

Pour Solidaires Finances Publiques, cette journée ne constitue que la première pierre de la construction d'un rapport de forces inscrit dans la durée. Donnons-nous de la force, réarmons-nous pour inverser les choses, à la DGFIP, dans la Fonction publique, dans la société toute entière.

Soyons toutes et tous mobilisés le 9 octobre 2018

Il est grand temps de nous faire entendre pour que le progrès social soit au rendez-vous !

Il est urgent de revendiquer un service public de proximité pour toutes et tous qui mette fin aux inégalités territoriales et sociales.

A ce titre, les agent.e.s de la Trésorerie de Baud ont adressé à l'intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan de nombreuses pétitions « Non à la fermeture » signées par les usager.e.s du service public en Centre Morbihan.

Vous avez proposé au Ministre la fermeture de la Trésorerie de Baud au 1^{er} janvier 2019. Cette suppression intervient dans le cadre de la restructuration des services sous prétexte d'économies budgétaires engagées par l'État.

Nous rappelons que cette Trésorerie assure un service public de qualité et de proximité, nécessaire à la population et aux collectivités locales, en milieu rural. Le service public est un élément incontournable de la vie de nos territoires, son caractère de proximité doit être préservé à tout prix, la réception des contribuables et des usagers doit constituer la mission première de la DGFIP.

La décision arbitraire de l'administration ne tient compte ni de l'avis des élus locaux, majoritairement contre, ni des préoccupations des usagers qui ne sont pas consultés, ni des personnels qui ne sont pas écoutés.

L'intersyndicale (Solidaires-CFDT-CGT-FO) des Finances Publiques du Morbihan vous demande de remettre au Directeur Général ainsi qu'au Ministre ces pétitions.